****

**Notice relative au positionnement réglementaire**

**Textes réglementaires**

**Formation initiale sous statut scolaire et formation professionnelle continue**

* Arrêté du 9 mai 1995 – Positionnement en vue de la préparation du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel et du brevet de technicien supérieur.
* Note de service n°97-075 du 18 mars 1997 – Positionnement au baccalauréat professionnel et au brevet professionnel
* Note de service n°97-076 du 18 mars 1997 – Positionnement et aménagement de la formation au brevet de technicien supérieur
* Circulaire n°2020-002 du 15-1-2020 relative à la mise en œuvre du CAP 1,2 et 3ans pour les scolaires.

Code de l'éducation:

* CAP: D337-1, **D337-4**, D337-18, D337-19
* Baccalauréat professionnel: **D333-18**, D337-55, **D337-56**, **D337-57**, **D337-58**, **D337-61**, **D337-62**, D337-63 à 66, D337-69 à D337-73
* BP: D337-97, D337-101, D337-102, D 337-108, D337-109
* BMA: D337-128, D337-129, D337-130, D337-133
* MC: D337-142, D337-144, D337-145 et 146
* BTS : **D643-3**, D643-7, **D643-9, D643-10, D643-11**

**Apprentissage:**

**La loi du 5 septembre 2018 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel,** modifi**e** les conditions de durée relative au contrat d’apprentissage. ***Il n’y pas de demande de positionnement réglementaire à effectuer.***

**L’ordonnance n°2019-861-art1 du 21 août 2019** stipule :

*La durée du contrat d'apprentissage, lorsqu'il est conclu pour une durée limitée, ou de la période d'apprentissage, lorsque le contrat d'apprentissage est conclu pour une durée indéterminée, varie entre six mois et trois ans, sous réserve des cas de prolongation prévus à l'article*[*L.6222-11*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904007&dateTexte=&categorieLien=cid)*.  
  
Elle est égale à la durée du cycle de formation préparant à la qualification qui fait l'objet du contrat, laquelle est fixée en fonction du type de profession et du niveau de qualification préparés.  
  
Par dérogation au deuxième alinéa du présent article, la durée du contrat ou de la période d'apprentissage peut être inférieure ou supérieure à celle du cycle de formation préparant à la qualification qui fait l'objet du contrat, compte tenu du niveau initial de compétences de l'apprenti ou des compétences acquises, le cas échéant, lors d'une mobilité à l'étranger, telle que prévue à l'article* [*L. 6222-42*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000036760678&dateTexte=&categorieLien=cid)*, lors d'une activité militaire dans la réserve opérationnelle prévue au livre II de la quatrième partie du code de la défense, lors d'un service civique défini au* [*II de l'article L. 120-1 du code du service national*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071335&idArticle=LEGIARTI000021956514&dateTexte=&categorieLien=cid)*, lors d'un volontariat militaire prévu à l'article* [*L. 121-1*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071335&idArticle=LEGIARTI000006555957&dateTexte=&categorieLien=cid) *du même code ou lors d'un engagement comme sapeur-pompier volontaire en application de l'*[*article L. 723-3 du code de la sécurité intérieure*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000025503132&idArticle=LEGIARTI000025506691&dateTexte=&categorieLien=cid)*.* ***Cette durée est alors fixée par une convention tripartite signée par le centre de formation, l'employeur et l'apprenti ou son représentant légal, annexée au contrat d'apprentissage.***

1. **Formation initiale sous statut scolaire et formation professionnelle continue**

**1.1 Définition**

Le positionnement réglementaire est une procédure visant à **aménager la durée de formation** (réduction ou augmentation) **incluant les périodes de formation en milieu professionnel prévues au référentiel** (ou stage pour le niveau BTS) exigée pour se présenter aux examens en fonction des acquis du candidat.

**Tous les candidats sous statut scolaire et les candidats de la formation continue peuvent en faire la demande.**

**Le positionnement réglementaire ne dispense pas le candidat de passer les épreuves du diplôme.**

**Les diplômes concernés :**

* CAP : uniquement pour les périodes de formation en entreprise du candidat (PFE) le CAP n’a pas d’horaires réglementaires de formation en établissement.
* Bac professionnel
* BP
* MC
* BTS

**1.2 Principes généraux**

* Le positionnement réglementaire permet:
* D'établir des passerelles entre les filières, les diplômes
* Un assouplissement de l'accès aux diplômes
* Une adaptation à la situation individuelle du candidat (jeune en passe de quitter le système scolaire sans qualification et/ou désirant se réorienter, personne exerçant son droit au retour en formation initiale, adultes désirant préparer un diplôme en vue de qualification ou de reconversion).
* Le candidat, en fonction de son parcours (études, expérience professionnelle et diplômes détenus), bénéficie **par décision du recteur :**
* D'une réduction ou d'une augmentation de la durée de formation (heures d'enseignement et/ou période de formation en milieu professionnel ou stage).
* Ou d'être autorisé à suivre sans réduction ou allongement de durée une formation que son cursus antérieur ne permettrait pas sans cette procédure.
* Effets du positionnement :
* Il peut être conjugué ou non au bénéfice et à la dispense d'épreuves.
* Il est applicable à tous les établissements de l'académie. Il est conservé en cas de changement d'établissement.
* Il n'est valable qu'au titre de la spécialité du diplôme préparé.
* Il vaut pour toute inscription à l'examen dans une autre académie.
* Il est valable jusqu'à l'obtention du diplôme

**1.3 Modalités du positionnement**

Le candidat effectue une demande de positionnement réglementaire à l’aide des formulaires prévus à cet effet.

Il constitue, avec l’accompagnement de l’équipe pédagogique de l’établissement ou du centre de formation, le dossier **dans le mois suivant l'entrée en formation (annexe 1 ou téléchargement)**

Le dossier est instruit par les corps d'inspection en vue de la décision du recteur.

L’avis de positionnement fixe la durée de la formation requise pour l'inscription à l'examen. Le dossier est retourné aux établissements pour communication au SIEC (Service inter académique des examens et concours).

**1.3.1 Dispense d'épreuves**

Le candidat peut être dispensé (à sa demande) d'une épreuve ou d'une sous épreuve s’il est titulaire

* d'un diplôme de même niveau ou supérieur (D.337-71)
* d'unités ou blocs de compétences acquises par la VAE
* d’unités ou blocs de compétences, attestées par le recteur obtenues par l’examen sous forme classique qui, après 5 ans, sont acquises définitivement.
* d'unités d'un autre diplôme équivalent, fixées par l'arrêté de création du diplôme

**1.3.2 Bénéfice de notes**

Le bénéfice de notes est la conservation, **à la demande du candidat ajourné** et en vue d'une session ultérieure, des notes supérieures ou égales à 10.

Les notes peuvent être conservées pendant 5 ans à compter de la date d'obtention.

Au-delà le candidat reçoit une attestation délivrée par le Recteur reconnaissant l'acquisition, de blocs de compétences constitutives de ces unités.

Le renoncement à un bénéfice de notes est définitif.

**1.3.4 Dispense d’unités**

Les dispenses d’unités (blocs de compétences) sont obligatoirement à la demande du candidat. Le candidat dispensé n’a pas de note pour l’unité correspondante.

Elles sont accordées si :

* le candidat est  titulaire d’un diplôme de même niveau ou de niveau supérieur
* ou est titulaire de bénéfices d’unités d’un autre diplôme équivalent, fixées par l’arrêté du diplôme
* ou qui, après 5 ans, en étant titulaire d’une attestation reconnaissant l’acquisition de blocs de compétences, peut être dispensé de l’unité constitutive du diplôme correspondant. (décrets n° : 2016-771, 2016-772, 2016-1037, 2017-790)

**1.4 Pièces justificatives**

* Copie du diplôme **ou** relevé de notes de la formation suivie en vue de l’obtention du diplôme
* Le cas échéant, copie des attestations de blocs de compétences
* Expérience professionnelle : attestation employeur (en particulier celle de la spécialité visée), certificat de travail
* Si emplois multiples, établir un tableau récapitulatif (ne pas joindre les bulletins de salaires)
* Si diplôme étranger : joindre l’attestation de comparabilité (depuis le 1er septembre 2009) délivrée par le CIEP (www.ciep.fr/enic-naric-france) et la copie traduite quand ce diplôme est rédigé en langue étrangère. (à noter : la procédure de comparabilité est payante : 70€)

**Voie scolaire**

1. **Élèves soumis obligatoirement à une décision de positionnement réglementaire**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Classe d’origine** | **Niveau d’entrée** | **Code de l’éducation et conditions du positionnement** | **Durée totale de la formation**  **(se reporter aux dispositions des référentiels des diplômes)** |
| **CAP 1 et 3 ans** | Titulaire diplôme même niveau ou supérieur  Compétences en lien  Dispenses d’épreuves | D-337-6 et 9 |  |
| **2nde professionnelle** | 1ère Pro sans cohérence | D 337 58 | 2 ans |
| **1ère Professionnelle** | 1ère Pro sans cohérence | D 337 58 | 1 ou 2 ans |
| **1ère GT** | 1ère ou Tale Bac Pro | D 333 18 1  Candidat ayant accompli la scolarité complète de 1ère | 1 ou 2 ans |
| **Terminale Bac Pro** | Terminale Bac Pro hors cohérence | D 337 58 | 1 ou 2 ans |
| **Terminale Technologique** | Tale Bac Pro champ connexe ou proche | D 337 58 | 1 ou 2 ans |
| **Tale CAP**  Ou candidat non titulaire d’un diplôme de niveau 3 et avis de l’équipe pédagogique de l’établissement d’accueil | 2nde ou 1ère Pro sans cohérence | D 337 58 | 2 ou 3 ans |
| CAP 1 an non connexe | D 337 58 | 1 an |
| **Titulaire d’un bac général** | 1ère ou Tale Bac Pro | D 337 58 | 1 ou 2 ans |
| **Titulaire d’un bac technologique ou professionnel en rapport avec la formation demandée** | Tale Bac Pro | D 337 58 | 1 an |
| **Titulaire d’un bac technologique ou professionnel sans rapport avec la formation demandée** | 1ère ou Tale Bac Pro | D 337 58 | 1 ou 2 ans |
| **Titulaire d’une certification BAC+2** | 1ère ou Tale Bac Pro | D 337 58 | 2 ans à 6 mois |
| **Titulaire d’un titre ou diplôme niveau 3 mentionné dans l’arrêté de création du BMA** | 1ère BMA | D 337 127 et/ou 128 | 2 ans |
| **Titulaire diplôme niveau 3 du champ professionnel obtenu antérieurement à n-1** | 1ère Bac Pro | D 337 58 | 2 ans |

Cas particulier du CAP en 1 an : la durée des PFMP obligatoire sous statut scolaire est de 5 semaines (arrêté du 21-11-2018)

1. **Élèves ne relevant pas d’une décision de positionnement réglementaire**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ÉLEVES NON SOUMIS Á OBLIGATION DE DÉCISION DE POSITIONNEMENT RÉGLEMENTAIRE** | | | |
| **Classe d’origine** | **Niveau d’entrée** | **Code de l’éducation** | **Nature des aménagements** |
| **3ème** | 2nde Bac pro | D337 56 |  |
| **2nde GT** | 2nde Pro | D 333 18 1  *Candidat ayant accompli la scolarité complète de 2nde* | 2 ou 3 ans  Proposer un positionnement pédagogique |
| 1ère CAP |  |  |
| 1ère Pro | D 333 18 1  Candidat ayant accompli la scolarité complète de 2 nde | 2 ans |
| **2nde pro** | Tale CAP |  | Proposer un positionnement pédagogique |
| **1ère CAP** | Tale CAP autre spécialité |  | Proposer un positionnement pédagogique |
| **1ère GT** | 2nde Pro |  |  |
| 1ère CAP |  |  |
| **Terminale CAP** | Mention complémentaire connexe niv 3 | Arrêté création diplôme |  |
| 2nde ou 1ère Pro en cohérence | D 337 57  Candidats titulaire diplôme ou titre niveau V obtenu à la session précédente | Avis du conseil de classe d’origine  Affectation par IA DASEN sur délégation du recteur |
| **BEP ou certification intermédiaire** | 1ère Pro en cohérence | D 337 57  Candidats titulaire diplôme ou titre niveau V obtenu à la session précédente | Spécialité de niveau V obtenu en cohérence avec le champ du baccalauréat visé  Avis du conseil de classe de l’établissement d’origine  Affectation prononcée par l’IA DASEN sur délégation du recteur |

**Voie de la formation continue**

**Décrets :**

* n°2016-772 du 10 juin 2016 : **relatif à la reconnaissance de l’acquisition de blocs de compétences** par les candidats préparant l’examen **du CAP** dans le cadre de la **formation professionnelle continue ou de la VAE**
* n°2016-771 du 10 juin 2016 : relatif au **baccalauréat professionnel**
* n°2016-1037 relatif au **BTS**
* n°2017-790 relatif au **BP, BMA et Mention complémentaire**

L’effet du positionnement réglementaire consiste en un aménagement de la durée de formation**.**

La certification pour la voie de la formation continue est organisée depuis 2016 en blocs de compétences (une unité certificative correspondant à un bloc de compétence) et qu**’il n’est plus exigé de durée de formation pour pouvoir se présenter à l’examen.**

**Seules les périodes de formation en entreprise sont réglementairement aménageables.**

**En conséquence, la décision de positionnement réglementaire prononcée par le recteur influera uniquement sur les périodes de formation en entreprise.**

Elle s’établit en fonction des études du candidat suivies en France ou à l’étranger, les titres ou diplômes acquis en France ou à l’étranger, les compétences professionnelles, ainsi que les dispenses d’épreuves ou d’unités dont le candidat bénéficie au titre de la disposition suivante :

*« au-delà de la durée de 5 ans pendant laquelle le candidat peut demander à conserver les notes obtenues, le candidat titulaire de l’attestation reconnaissant l’acquisition de compétences (blocs de compétences) peut à sa demande être dispensé de l’obtention de l’unité constitutive de l’examen, sous réserve du maintien de l’unité dans le règlement d’examen de la spécialité du diplôme (en cas de modification de celle-ci, il est tenu compte du tableau de correspondance entre anciennes et nouvelles unités) ».*

La décision s’appuie sur les arrêtés du diplôme fixant les durées réglementaires de formation en milieu professionnel **et sur la décision académique du recteur pour chaque diplôme.**

Toutefois, afin de garantir une garantie de durée de formation cohérente en regard de l’objectif de réussite à l’examen, les préconisations de durée de formation pour un parcours certifiant complet incluant la totalité des blocs de compétences en centre sont les suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Diplôme** | **Durée de formation préconisée/ parcours complet**  ***La durée pour chaque bloc de compétences fait l’objet d’un autre document*** | **Durée de formation en milieu professionnel** | **Textes de référence**  **(code de l’éducation)** |
| **CAP** | De 400 à 800 h | Selon l’arrêté du diplôme et décision académique du recteur. | D-337-4 |
| **Bac Professionnel** | titulaire diplôme niv 3 : 1100h  titulaire diplôme niv 4 : 600 h  autres : 1350 h | Selon l’arrêté du diplôme et décision académique du recteur | D-337-65 |
| **MC**  **niv V et IV** | 400 h | Selon l’arrêté du diplôme et décision académique du recteur | D-337-144  D-337-145  D-337-146 |
| **BP** | 400h  Pour pouvoir s’inscrire, le candidat doit justifier d’une période d’activité professionnelle :   * 5 ans à temps plein ou partiel dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé (contrat de type particulier accepté) * Soit, si titulaire d’un diplôme ou titre niv 3 ou supérieur, figurant dans la liste de spécialité, de deux ans dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé (contrat de type particulier accepté) * Soit de 6 mois à 1 an pour les candidats titulaires d’un bac pro de même secteur professionnel. |  | D-337-101  D337-102  ( D337- 103 et 104 sont abrogés) |
| **BTS** | A partir de 900h  Si le candidat est titulaire d’un diplôme de niveau 5/6 ou ayant suivi la scolarité complète y conduisant : 600 h (positionnement) | Selon l’arrêté du diplôme et décision académique du recteur | D-643-7  D-643-9  D-643-11 |